

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18351 - 71ÈME ANNÉE

El Niño aura un impact dévastateur sur les récoltes et la sécurité alimentaire dans notre région

Vers une grave crise alimentaire à cause du climat



Madagascar sera touchée.

La FAO a annoncé hier que les prévisions tablent sur des pertes de récoltes prolongées à l'échelle régionale. Cette situation catastrophique va provoquer une grave crise alimentaire dans notre région. Elle est la conséquence d'un phénomène El Niño particulièrement extrême cette année, qui aura un impact dévastateur sur les récoltes et la sécurité alimentaire. Voici les explications de la FAO.

« L'Afrique australe est actuellement en proie à une terrible sécheresse qui s'est amplifiée et intensifiée depuis le début de la campagne agricole 2015-2016 sous l'effet d'un des plus violents phénomènes El Niño des 50 dernières années.

De vastes zones du Zimbabwe, du Malawi, de la Zambie, de l'Afrique du Sud, du Mozambique, du Botswana et de Madagascar ont souffert jusqu'à présent des plus faibles précipitations tombées en 35 ans. Les régions agricoles du nord de la Namibie et du sud de l'Angola ont

aussi été victimes d'un déficit hydrique élevé.

Madagascar concernée

Une grande partie de la sous-région

de l'Afrique australe a par conséquent connu d'importants retards de semis et de très mauvaises conditions en tout début de croissance et pour la repousse des pâturages. Dans de nombreuses zones, le démarrage tardif des pluies saisonnières de 30 à 50 jours a empêché les semis, entraînant des pertes de récoltes à grande échelle. Malgré un certain répit depuis la mi-janvier dans certaines régions, la fenêtre d'opportunité pour réussir des semis en conditions pluviales va vite se refermer.

Les prévisions saisonnières de diverses sources (ECMWF, NOAA CPC, UKMet, IRI[1]) sont unanimes. Elles estiment que les pluies inférieures à la moyenne et les températures supérieures à la moyenne se poursuivront sur l'essentiel de la région et pour le reste de la campagne de croissance.

Avec une mauvaise récolte 2014-2015, un début de campagne extrêmement sec (octobre à décembre) et la poursuite escomptée de conditions plus chaudes et arides que la moyenne jusqu'à mi-2016, tout laisse à penser que les pertes de récoltes seront considérables à l'échelle régionale.

Recul des récoltes de 36 % en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a estimé la production préliminaire du maïs de la prochaine récolte à 7,4 millions de tonnes, un recul de 25 % par rapport aux niveaux déjà faibles de la dernière campagne, et 36 % de moins que la moyenne des cinq années précédentes.

Ces conditions font suite à une campagne agricole 2014-2015 elle-même caractérisée par un temps sec et chaud et une chute de 23 % de la production céréalière régionale, qui ont rendu la région plus vulnérable, avec l'appauvrissement des stocks céréaliers et des prix alimentaires plus élevés que la moyenne, d'où l'aggravation sensible de l'insécurité alimentaire.

Les chiffres de l'insécurité alimentaire augmentent compte tenu de la sécheresse en cours et des prix élevés du marché.

On prévoit une forte hausse des besoins d'aide alimentaire d'urgence et d'assistance au relèvement des moyens d'existence des ménages en situation de précarité. »

Changement climatique et maladies émergentes

L'herpès favorisé par le blanchiment des coraux : danger à La Réunion

Le changement climatique déplace les zones de diffusion des maladies. La rapidité du réchauffement prend de cours la capacité naturelle des organismes à s'adapter. Dernier exemple en date en Australie, avec un lien entre le blanchiment des coraux et l'herpès.

Une étude de l'Université d'État de l'Oregon a conclu que l'émergence de virus peut être associée avec le phénomène de blanchiment des coraux, en particulier comme le résultat de stress multiples. Pour La Réunion, cela soulève un nouveau problème de santé publique.

La Réunion a des coraux

Notre île possède en effet une barrière corallienne. Le blanchiment des coraux est une conséquence des émissions massives de gaz à effet de serre provoquées par les activités humaines. Une grande partie du gaz carbonique, CO₂, issu notamment de la pollution automobile est absorbé par les océans. Cela change leur composition chimique et les rend plus acides. Le changement est si rapide que le corail ne peut pas s'adapter. Il est alors touché par une maladie mortelle : le blanchiment des coraux. L'océan n'a pas de frontière, le corail de La Réunion subit aussi le blanchiment qui menace sa survie. Mais ce phénomène fait également apparaître des maladies émergentes.

La découverte de l'Université d'État de l'Oregon est publiée dans « Frontiers of Microbiology ». Elle montre l'expansion de trois groupes de virus, notamment l'herpès, apparue lors du blanchiment d'une partie de la Grande Barrière de Corail, au large de la côte Est de l'Australie. « Toute la population du monde est concernée par la survie du corail », dit Rebecca Vega-Thurber, professeur - assistante en microbiologie au OSU College of Science, et qui a contribué à l'étude. « Cette recherche suggère qu'une infection virale peut être une part importante du problème, et n'a jusqu'alors pas été documentée, et n'a reçu qu'une très faible attention ».

Rétrovirus, mégavirus et herpès

Les virus découverts comprennent des rétrovirus and des mégavirus, and un type de virus herpès était particulièrement abondant. Pour Rebecca Vega-Thurber, « c'est une très mauvaise nouvelle ». L'herpès est une maladie virale contagieuse responsable d'affection de la peau et des muqueuses. Elle est une maladie considérée comme bénigne chez les personnes en bonne santé, mais peut se révéler très sérieuse chez les sujets présentant un déficit immunitaire, les nourrissons ou les femmes enceintes.

Autant dire que cette découverte est très inquiétante pour La Réunion.

Édito

Nouvelle dérive de la personnalisation de la politique

Les médias ont depuis longtemps choisi de présenter la politique sous l'angle des personnalités, plutôt que de parler des programmes proposés par les organisations. Ce choix serait-il plus vendeur mais passe sous silence ce qui constitue l'essentiel : comment les partis politiques peuvent-ils régler les problèmes des Réunionnais ?

Ces dernières années ont vu l'accentuation de cette dérive, avec la création de toutes pièces de créatures médiatiques. C'était notamment le cas de Huguette Bello, propulsée comme l'égérie de la « gauche » à La Réunion. Mais pour ce qui la concerne, la réalité a fini par la rattraper. Présentée comme victorieuse à plus de 60 % dès le premier tour aux dernières municipales à Saint-Paul, elle a été sanctionnée par la population saint-pauloise. Même résultat aux régionales, où son incapacité à rassembler a permis une victoire inespérée pour Didier Robert. Du coup, Huguette Bello a décidé d'abandonner ceux qui l'ont élue maire en 2008 et en 2009. Elle a préféré garder son mandat de députée. Dans les rumeurs qui ont précédé le remaniement ministériel, son nom n'a jamais été cité. On est bien loin de la déferlante de 2012. Mais les leçons sont difficiles à tirer, et la personnalisation a encore été la manière de présenter la nomination d'Erica Bareigts au gouvernement.

Le président de la République lui a confié une responsabilité considérable, celle du secrétariat d'État à l'Égalité réelle. Il s'agit de la stratégie du gouvernement pour tout l'outre-mer. C'est là-dessus que Paris veut s'appuyer pour surmon-

ter la crise de confiance qui s'est installée après tant d'espoirs déçus. À La Réunion, plus de 70 % des suffrages étaient allés à François Hollande lors de la présidentielle de 2012, mais aucune promesse n'a été tenue. Le projet de loi sur l'égalité réelle est donc la dernière chance pour tenter de renverser la tendance, et il reste à peine un an pour y arriver.

Mais au lieu d'expliquer à la population l'importance de la tâche confiée à la députée réunionnaise, les médias font le choix de présenter son entrée au gouvernement comme le point culminant d'une success story. Ils s'attachent à retracer les étapes d'une carrière. La conséquence logique de la dérive de la personnalisation se retrouve dans le vocabulaire. La nomination au gouvernement est même comparée à « un aboutissement ».

À l'opposé de cette dérive, le Parti communiste réunionnais s'est toujours battu pour appeler la population à s'organiser pour arriver à développer le pays. D'ailleurs, il est à souligner que depuis sa création en 1959, le PCR n'a jamais voulu faire partie d'un gouvernement. D'autres partis bien plus jeunes ne peuvent pas en dire autant. En effet, un communiste n'a pas pour ambition d'être ministre. S'il s'engage en politique, c'est pour soutenir le combat d'un parti qui milite pour créer à La Réunion une société juste, où la pauvreté sera éradiquée.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

La presse parisienne loin de connaître la réalité de La Réunion

Libération : Ericka Bareigts secrétaire d'État à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Judi soir, le quotidien Libération a publié sur son site une présentation des nouveaux membres du gouvernement. Il annonce à la France entière que le secrétariat d'État à l'Égalité réelle « se réfère à la loi du 4 août 2014 pour « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » ». La presse parisienne est bien mal informée de la réalité de La Réunion et de l'action du gouvernement outre-mer, alors qu'il existe pourtant une pléthore de parlementaires réunionnais : 7 députés et 4 sénateurs.

Quelques heures après la composition du nouveau gouvernement, voici ce qu'écrivait le journal « Libération » au sujet de la nomination d'Ericka Bareigts :

« Ericka Bareigts, 48 ans, députée de la 1ère circonscription de la Réunion et secrétaire nationale du PS chargée des Outre-Mer, est nommée secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité réelle. Le concept d'« égalité réelle » peut sembler inédit : précisons qu'il se réfère à la loi du 4 août 2014 pour « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ». Cela dit, sachant qu'il existe également au sein de ce gouvernement une ministre de la Famille, de l'Enfance et des Droits des femmes en la personne de Laurence Rossignol, on peut supposer que l'égalité réelle dont va s'occuper Ericka Bareigts sera étendue à d'autres domaines que l'égalité femmes-hommes. »

Cet extrait montre combien la réalité de La Réunion en particulier et des régions situées loin de la France en général sont très méconnues à Paris. En effet, ce secrétariat d'État a été créé dans le cadre de la présentation d'un projet de loi visant à atteindre l'égalité réelle entre les collectivités d'outre-mer et la France au bout d'une période de 20 ans. Cela n'a donc rien à voir avec l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Mais en France, Libération est un média beaucoup plus lu ou écouté que les journaux de La Réunion. Si d'autres médias parisiens parlent de l'égalité réelle comme d'un nouveau gadget, Libération donne un contenu concret à ce décalage qui existe entre les préoccupations de La Réunion et celle de l'opinion en France.

Fort heureusement, dans deux mois viendra dans notre île une mission de la Commission des Affaires sociales. Quand il a fait cette annonce jeudi, Paul Vergès a souligné l'importance de préparer la venue de cette mission. C'est en effet une occasion essentielle de sensibiliser l'opinion en France aux problèmes de La Réunion. Souhaitons que cet appel soit entendu. Il est en effet incroyable qu'avec une représentation parlementaire aussi pléthoriques (7 députés et 4 séna-

teurs), la presse parisienne soit aussi mal informée des questions concernant notre île.

Paul Vergès est en effet bien seul pour faire avancer la cause réunionnaise. Nul doute que le dépôt de sa proposition de loi visant à faire du 19 mars un jour férié et célébré permettra d'améliorer la connaissance que les médias parisiens ont de La Réunion.

M.M.

The Independent ne sera plus imprimé

Les difficultés du Journal de l'île de La Réunion, placé la semaine dernière en redressement judiciaire, s'inscrivent dans une crise mondiale de la presse, une industrie.

Le mois dernier, le quotidien québécois La Presse avait annoncé la fin de son édition papier quotidienne, vieille de 120 ans. Désormais, ces lecteurs n'auront plus accès qu'à une édition hebdomadaire, avec un site web alimenté en continu.

En Grande-Bretagne, la concurrence des informations gratuites sur Internet ont eu raison d'un des journaux britanniques de référence, The Independent.

Lancé voici 30 ans, il est classé au centre-gauche et sa ligne éditoriale est comparée au Guardian. Mais il a connu une chute progressive de ses ventes. À son apogée, il tirait à 400.000 exemplaires. Son déclin a entraîné déjà des difficultés en 2010. Ses propriétaires l'ont vendu à un repreneur pour une livre, une somme symbolique. Car le nouveau propriétaire, Evegeny Lebedev, a aussi hérité des dettes.

Pour relancer le titre, il a injecté plusieurs dizaines de millions d'euros. Mais cela n'a pas suffi à enrayer la chute des ventes face à la concurrence du gratuit sur Internet.

Il a donc pris la décision d'arrêter les rotatives qui impriment le journal à partir du 26 mars prochain. Un plan de licenciements accompagnera cette restructuration. « L'industrie de la presse est en mutation et ce changement est amorcé par ses lecteurs. Ils nous montrent que l'avenir est au numérique », a déclaré Evegeny Lebedev.

En 2014, les quotidiens britanniques ont vu leur diffusion chuter de 7,5 % et le recul s'est accentué à plus de 10 % l'an dernier pour les quotidiens de qualité.

Selon The Independent, son site web a attiré 70 millions de visiteurs l'an dernier. Il dégage des bénéfices et il espère voir son profit augmenter de 50 % cette année.

Billet philosophique

C'est quoi être autonomiste réunionnais ?

Nous devons être conscients qu'il y a encore un immense travail à accomplir en termes de recherches, d'études et d'éducation pour mieux connaître et faire connaître l'histoire du peuple réunionnais afin d'en tirer les meilleurs enseignements pour construire un avenir libre et responsable de notre pays. Nous venons d'en avoir une nouvelle illustration.



La manifestation des pompiers du Port pour faire respecter leurs droits et ceux de la population.

Ce mardi 9 février, une conférence a été organisée par Les Amis de l'Université au Centre culturel Lucet Langenier de Saint-Pierre avec l'historienne Pascale Moignoux sur «l'épopée franc-créole», présentée comme «l'un des épisodes les plus passionnants de l'histoire de La Réunion au 19^{ème} siècle». Comme cela est dit dans l'annonce de la conférence, «soucieuse d'en appeler à la conscience créole, la mystérieuse Association des Francs-Créoles va défier ouvertement le pouvoir en place et devenir un État dans l'État, porteur d'espoir et d'utopie constructive».

Les revendications de cette association étaient : «une assemblée représentative élue dotée de réels pouvoirs, la liberté de la presse et la reconnaissance d'une spécificité coloniale». Conclusion : «Même si les droits des esclaves n'évolueront pas avant 1848, même si le combat franc-créole a pu être jugé timoré dans la fondation de réelles institutions novatrices pour l'île Bourbon,

c'est bien grâce à cette même lutte franc-créole qu'une âme et une identité réunionnaises sont nées, se sont consolidées et perdurent actuellement».

Remarques critiques

Voilà un éclairage très intéressant, qui mérite d'être connu; mais un Réunionnais ami de la philo et docteur en histoire de l'université de La Réunion nous a fait part de ses remarques critiques à ce sujet : «Pour moi, l'histoire de ce petit groupe activiste est un non événement historique, n'ayant eu aucune incidence à l'île Bourbon. Ce minable regroupement est d'autant plus détestable qu'il était pour le maintien de l'esclavage, beaucoup de ses membres étant propriétaires d'esclaves».

Par ailleurs, nous dit-il, «on leur attribue à tort la première occupation officielle du cirque de Salazie. C'est totalement faux. Le cirque, dans ses

endroits les plus retirés (Mare à Martin, Bé Cabot...), avait des occupants de longue date (Noirs marrons, Petits Blancs) bien avant ces ridicules francs-créoles (quelques nobliaux zorey opposés à la monarchie libérale de Louis Philippe). Qu'ils aient eu des tendances autonomistes ou indépendantistes importe donc peu, surtout si c'était pour contrecarrer les idées abolitionnistes de l'époque».

Quelle démocratie populaire réunionnaise ?

Voilà des échanges de réflexions entre historiens réunionnais qui peuvent notamment alimenter les débats entre nos compatriotes sur la réforme institutionnelle du pays à préparer avec la loi à venir pour l'Égalité réelle dans les Outre-mer. Ces échanges nous amènent par exemple à nous poser la question : c'est quoi être autonomiste réunionnais ? Autrement dit : c'est quoi militer pour la libération de notre peuple, pour sa souveraineté, pour son entrée dans l'ère de la responsabilité ?

Cette démocratie populaire réunionnaise permettra-t-elle notamment aux travailleurs et aux plus pauvres de notre pays d'avoir des pouvoirs de décisions concernant leur vie quotidienne ainsi que leur système socio-économique, fiscal, éducatif, environnemental, coopératif régional et politique ? Nous venons d'avoir une nouvelle illustration de cette problématique ce même mardi lorsque les pompiers du Port ont mené une action militante pour faire respecter leurs droits en termes de caserne décente afin de pouvoir rendre service au mieux à la population. La lutte continue !

Roger Orlu

Oté

Inn zanr d'gadzèt !

Si néna inn anparmi, lèrk ki lé, i nyabou donn a mwin in bon lésplikasyon d'si lo légalité réèl, li riskab gingn in mèrl blan aprésa. Ala i sort nonm in ot gouvérnman, néna i moukat, néna i di, "gouvérnman finn drwa", néna i di "dérnié vèr pou la rout" ousinonsa "o lièk avans dovan i rokil déryèr" k onm si ni pé kont d'si lo dwa la min sak i krwa ankor tousala, néna konm Esau, la vann zot drwa d'énèss pou in pla lantyi. Sanm pou mwin tousala i rann pa sérviss pou vréman la politik.

Alorss mi an rovyin d'si lo légalité réèl. So matin, in dalon i domann a mwin si mwin la antandi la nouvèl. Déza kèl nouvèl ? Dopli yèr lo nouvo gouvérnman lé an plass é la nouvèl sék néna inn dépité la Rényon i tonm an parmi. Madam Bareigts i dovyin sécrètèr d'éta sharzé dé l'égalité réèl. Radio, konm télé, konm zournal la fé koz a li. Kosa ? Ou tonm sécrètèr d'éta pou nou éspésyalman, vik nou lé pa égal-égal èk déor ? La di pa ditou, li di, mi tonm sécrètèr d'éta pou tout la franss.

Mon dalon i arvyin. Sé koué lo légalité réèl boudikont ? Koman ou vé mi réponn a ou la d'si vik mwin minm mi konpran pa. Mwin minm mi miz pa tro la d'si, an plis i di sé pou dan vin t'an, out zo na lo tan blanshi an atandan. Pason d'si lo légalité réèl, sanm pou mwin li lé konm lo mèrl blan. Dawar té falé trouv in nafèr i sonn byin, pou amiz la galri, pou fé bav a nou, in zanr d'gadzèt si oui vé.

Justin

« Niyaz i donn la pli san pèyman ! » - In kozman po la rout

Sa in kozman lé vré pou vréman é la pa bézoin tro diskite la-dsi sof pou bate la lang initil. Mé konm sé in provèrb, i fo ni sèye konète kosa sa i vé dir pou vréman. Dann kèl ka ou i pé di so kozman-la é kosa sa i vé dir dann nout kozman. Pars lé vré pou vréman, koméla, tout z'afèr i domann so payeman : pèy pou sesi, pèye pou sela, pèye pou kék shoz épi pèye pou arien. Dann in sosyété ousa tout z'afèr nana son valèr an l'arzan, lé bon ni domann anou si na poin arien pou arien, si na poin kékshoz an bénévol. In vré militan i domann pa arien pou li milité ! In z'anfan i domann pa l'arzan pou èm son paran ! Ou i pé ède in moun dann difikilté san réklam out pèyman ! In pé va di, la pa pou alé osyèl solman ou I sèy fé lo bien dsi la tèr sansa la pa pou évite traka Grandyab ké ou I fé sak bondyé I komann. Kosa zot I anpans ? Arien ditou ? Fé travaye z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Nou va oir ké rant-rant, ni pé z'ète , tazantan d'akor rantre nou.